



Prescriptions de sécurité à l'intérieur des établissements pénitenciers

CONTRAINTES D'ACCES AUX ETABLISSEMENTS

Dispositions communes aux établissements pénitenciers

SOMMAIRE

- 1- Dispositions générales**
- 2- Conditions d'accès aux établissements**
- 3- Contacts avec les détenus**
- 4- Modalités d'obtention des autorisations d'accès aux établissements**
- 5- Modalités de fonctionnement du chantier**
- 6- Divers**
- 7- Consignes particulières relatives à la sécurité**



Prescriptions de sécurité à l'intérieur des établissements pénitenciers

1- DISPOSITIONS GENERALES

Article D 265 du code de procédure pénale

(Décret n°83-48 du 26 janvier /983 art.1 Journal Officiel du 28 janvier 1983)

(Décret n°98-1099 du 8 décembre 1998 art. 190 Journal Officiel du 9 décembre 1998)

Tout chef d'établissement doit veiller à une stricte application des instructions relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité dans l'établissement pénitencier qu'il dirige.

Article D 268 du code de procédure pénale

(Décret n°98-1099 du 8 décembre 1998 art. 190 Journal Officiel du 9 décembre 1998)

A ce titre, il prendra toutes les dispositions nécessaires en vue de prévenir les évasions, notamment en ce qui concerne la disposition des locaux, la fermeture ou l'obturation des portes ou passages, le dégagement des couloirs et des chemins de ronde et de leur éclairage. Tout aménagement ou toute instruction de nature à amoindrir la sécurité des murs d'enceinte est interdit.

2- CONDITIONS D'ACCES AUX ETABLISSEMENTS

Article D 278 du code de procédure pénale

(Décret n°98-1099 du 8 décembre 1998 art.63 et 190 Journal Officiel du 9 décembre 1998)

Les personnes étrangères au service d'un établissement pénitentiaire ne peuvent pénétrer à l'intérieur de celui-ci qu'après avoir justifié de leur identité et de leur qualité et après s'être soumises aux mesures de contrôle réglementaire.

La pièce d'identité produite par les personnes qui n'ont pas autorité dans l'établissement pénitentiaire ou qui n'y sont pas en mission peut être retenue pour leur être restituée seulement au moment de leur sortie.



Prescriptions de sécurité à l'intérieur des établissements pénitentiers

Article D 277 du code de la procédure pénale

(Décret n°98-1099 du 8 décembre 1998 art.63 et 190 Journal Officiel du 9 décembre 1998)

Sous réserve des dispositions des articles D 229 à D 231, aucune personne étrangère au service ne peut être admise à visiter un établissement pénitentiaire qu'en vertu d'une autorisation spéciale délivrée par le chef de l'établissement.

A moins d'une disposition expresse, cette autorisation ne confère pas à son bénéficiaire le droit de communiquer avec les détenus de quelque manière que se soit, même en présence de membres du personnel.

Une autorisation spéciale est nécessaire pour effectuer à l'intérieur d'un établissement pénitentiaire des photographies, croquis, prises de vue et enregistrements sonores se rapportant à la détention.

Outre le contrôle concernant les personnes (chauffeur, passagers), les numéros d'immatriculation des véhicules seront relevés et inscrits dans un registre prévu à cet effet.

Le chef de chantier doit informer le personnel pénitentiaire responsable de la surveillance du chantier de l'arrivée des camions.

Sauf autorisation spéciale du chef de l'établissement, les entrées et sorties des camions s'effectuent de 7h45 à 11h30 et de 13h30 à 17h00.

3- CONTACTS AVEC LES DETENUS

Article D 220 du code de la procédure pénale

(Décret n°93-347 du 15 mars 1993 art.2 Journal Officiel du 17 mars 1993)

(Décret n°98-1099 du 8 décembre 1998 art.186 Journal Officiel du 9 décembre 1998)

Indépendamment des défenses résultant de la loi pénale, il est interdit aux agents des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire et aux personnes ayant accès dans la détention :

- De se livrer à des actes de violence sur les détenus ;
- D'user, à leur égard, soit de dénominations injurieuses, soit de tutoiement, soit de langage grossier ou familier ;



Prescriptions de sécurité à l'intérieur des établissements pénitenciers

- De fumer dans les lieux fermés et couverts affectés à un usage collectif, sous réserve de ceux spécialement aménagés à cet effet ou boire à l'intérieur de la détention ou d'y paraître en état d'ébriété ;
- D'occuper sans autorisation les détenus pour leur service particulier ;
- De recevoir des détenus ou des personnes agissant pour eux, aucun don ou avantage quelconque ;
- De ne se charger pour eux d'aucune commission ou d'acheter ou vendre quoi que ce soit pour le compte de ceux-ci ;
- De faciliter ou de tolérer toute transmission de correspondance, tous moyens de communication irrégulière des détenus entre eux ou avec le dehors, ainsi que toutes attributions d'objets quelconques hors des conditions et cas strictement prévus par le règlement ;
- D'agir de façon directe ou indirecte auprès des détenus pour influencer sur leurs moyens de défense et sur le choix de leur défenseur.

Article D 220 du code de la procédure pénale

(Décret n°98-1099 du 8 décembre 1998 art.186 Journal Officiel du 9 décembre 1998)

L'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques n'est régulière que si elle est conforme aux dispositions du présent titre et du règlement intérieur de l'établissement, ou si elle a été expressément autorisée par le chef de l'établissement dans le cas où celui-ci est habilité à le faire.

En toute hypothèse, les sommes, correspondances ou objets doivent être soumis au contrôle de l'administration.

Indépendamment des avis prévus à l'article D 280, il est donné connaissance à l'autorité judiciaire, en vue de l'application éventuelle des pénalités prévues à l'article 434-35 du Code Pénal, de la découverte des sommes, correspondances ou objets qui seraient trouvés en possession des détenus ou de leurs visiteurs et qui auraient été envoyés ou remis contrairement aux prescriptions des deux alinéas précédents.

4- MODALITES D'OBTENTION DES AUTORISATIONS D'ACCES AUX ETABLISSEMENTS

Les entreprises adresseront, en vue de l'obtention des autorisations d'accès, une liste nominative des personnes appelées à travailler à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire ou à y pénétrer.

Chacune de ces personnes devra fournir au préalable au chef d'établissement :

- Une copie du livret de famille régulièrement tenu à jour ;
 - Deux photographies ;
 - Une photocopie recto-verso de la carte nationale d'identité avec photo en cours de validité.

Toute personne entrant dans l'établissement sera contrôlée à l'aide d'un détecteur manuel et les sacs, pochettes... devront être ouvertes aux fins de vérification.

Toutes ces dispositions – listes nominatives, fourniture préalable des documents, vérification d'identité, contrôle – sont applicables aux conducteurs et passagers des véhicules.

Les entreprises fourniront la liste des véhicules intervenant sur le chantier avec les immatriculations. Les mesures de contrôle sont effectuées selon les mêmes modalités que les autres véhicules :

- Contrôle du fret ;
- Contrôle du dessous et de la cabine du véhicule.

5- MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU CHANTIER

Horaires

Le chantier est ouvert :

De 8 heures à 12 heures
De 13 heures à 17 heures 30 (l'été)



Prescriptions de sécurité à l'intérieur des établissements pénitentiers

De 13 heures à 17 heures (hivers)
Le vendredi jusqu'à 16 heures.

Ces horaires seront clairement définies lors de la réunion de lancement des travaux.

La modification des horaires devra être autorisée par le chef de l'établissement.
Les entrées et sorties des ouvriers de l'établissement se feront de manière collective ;
Les sorties ne seront autorisées qu'après contrôle de l'effectif des détenus.

Chantier

Pour les travaux à l'intérieur de l'établissement, il est expressément précisé que les engins devront rester continuellement occupés pendant les heures de travail.
Il sera demandé aux ouvriers de porter un baudrier de couleur.

Le personnel de l'entreprise ne peut circuler que sur le lieu même du chantier et toujours sous le contrôle du personnel pénitentiaire responsable de la surveillance du chantier.

Aucun véhicule ne doit circuler hors de la présence du personnel pénitentiaire responsable de la surveillance du chantier.

Une fois à l'arrêt, le véhicule doit être impérativement verrouillé et les clefs conservées par l'utilisateur.

Outillage

Un inventaire détaillé est remis au personnel pénitentiaire responsable de la surveillance du chantier. Il est tenu à jour par le chef de chantier.

Une copie de cet inventaire est tenue à disposition dans le bureau du chantier pour que les agents gradés puissent effectuer leur contrôle.

Les ouvriers peuvent quitter le chantier après le contrôle de l'outillage.

L'outillage doit être entreposé en sûreté, en un lieu qui est déterminé par le chef de l'établissement en concertation avec le conducteur de travaux. Quant au petit outillage, il est enfermé dans des caisses cadenassées dont les clefs sont conservées par le chef de chantier.

Toutes les fouilles et excavations devront être impérativement rebouchées tous les soirs ou recouvertes.

La circulation devra être maintenue en toutes circonstances.



Prescriptions de sécurité à l'intérieur des établissements pénitentiers

L'emplacement de la baraque de chantier ou de tout autre entrepôt devra être décidé avec le chef de l'établissement.

Le remisage de l'outillage est obligatoire à chaque interruption de chantier, même de courte durée (pause de midi par exemple).

Cordage et échelles

D'une manière générale, les échelles doivent faire l'objet d'une surveillance permanente. Elles ne doivent en aucun cas être laissées négligemment contre ou au pied d'un mur. Elles seront entreposées dans un local.

Quant aux cordages, ils sont enfermés dans des caisses cadenassées.

Echafaudages

Toute installation d'échafaudage doit faire l'objet d'une autorisation du chef de l'établissement.

Engins de levage

- Pendant l'utilisation, le conducteur ne doit jamais quitter sa cabine,
- En dehors de son utilisation, l'engin doit être garé en un lieu qui sera préalablement déterminé par le chef de l'établissement et le conducteur de travaux. La clef doit être retirée et conservée par le conducteur. Enfin l'engin doit être équipé d'un coupe batterie ;
- Si une épreuve de force venait à être tentée par le détenu ou un groupe de détenus, il convient alors de couper le moteur et de jeter les clefs de l'engin en un lieu le plus inaccessible possible (par exemple, au-dessus du mur d'enceinte).

6- DIVERS

Le double des clés de la baraque de chantier devra être remis au chef de l'établissement.



Prescriptions de sécurité à l'intérieur des établissements pénitenciers

Le personnel pénitentiaire est habilité à effectuer des rondes et des contrôles à l'intérieur du chantier.

Les entreprises devront prendre toutes les dispositions utiles afin de préserver les conduites de gaz, eau potable, etc... ainsi que les circuits d'alarme reliant les bâtiments.

Le chef de l'établissement devra pouvoir joindre à tout moment, y compris les samedis après-midi, dimanches et jours fériés, un responsable de l'entreprise travaillant sur le chantier.

L'entreprise sera tenue d'intervenir sur simple injonction du chef d'établissement sans prétendre à aucune indemnité.

Lu et approuvé, (date)

L'entrepreneur

CONSIGNES PARTICULIERES RELATIVES A LA SECURITE

- Toute action volontaire ou involontaire conduisant ou pouvant conduire à une fragilisation de la sécurité fera l'objet d'une fiche d'infraction établie par le responsable sécurité de l'établissement. Celle-ci pourra, en fonction de la gravité des faits, entraîner une pénalité financière de 1000,00 € HT pour l'entreprise ou le sous-traitant auteur de l'infraction.
- En cas de réitération, l'accès à l'établissement sera définitivement refusé, sans recours possible, à l'auteur des infractions, et pourra entraîner la résiliation du marché, aux seuls torts de l'entreprise ou du sous-traitant concerné.
- Les documents de marché – et plus particulièrement les plans (de projet, de chantier, d'exécution, du DOE) – sont classifiés au niveau « **confidentiel défense** ». Il en résulte que toute divulgation volontaire ou involontaire, ou toute négligence dans leur sauvegarde, pourra entraîner des poursuites judiciaires, sur le fondement des articles 413-9 et suivants du Code Pénal.
- L'introduction dans l'établissement de téléphone portable, de chargeur de portable, d'ordinateur ou de clé USB est **INTERDIT**.
- L'introduction et l'usage d'appareil photo sont obligatoirement soumis à l'accord préalable du chef de l'établissement et doivent faire l'objet d'une demande écrite au plus tard 48 heures à l'avance.